



Le 19 janvier puis le 31 janvier, plus 2 millions de personnes dans la rue ont dit et répété : « Les salarié·e·s du privé tout comme les agent·e·s de la Fonction Publique ne veulent ni du recul de l'âge de départ en retraite, ni de l'allongement de la durée de cotisation pour espérer une retraite à taux plein. »

Le gouvernement tente d'expliquer le bien-fondé de sa réforme la qualifiant de « socialement juste », et expliquant qu'il n'y aurait pas « de perdants ». Ils disent faire ainsi de la pédagogie.

Aucun argument du gouvernement ne fait mouche, aucun élément de langage ne convainc. Et pour cause, les Français·e·s n'ont pas besoin d'explications supplémentaires. Ils et elles ne sont pas stupides et ont bien compris qu'ils et elles devront travailler plus longtemps.

Pour toutes les organisations syndicales les 64 ans ne sont pas négociables.

Les 64 ans c'est toujours NON !

C'est ni un jour, ni un mois, ni un an de plus.

**Plutôt que de s'obstiner à augmenter l'âge de départ à la retraite,
le gouvernement ferait mieux d'augmenter le nombre de postes
dans l'Education Nationale !**

Encore une fois, le budget 2023 de l'Education Nationale est catastrophique quant aux moyens alloués aux écoles et établissements d'autant que la politique actuelle continue à favoriser le privé.

Dans le Tarn, avec 9 postes de moins, ce sont 27 fermetures de postes qui sont annoncées : la situation continue de se dégrader dans bien des écoles.

La situation des collègues est chaque année plus difficile. Et cette carte scolaire dégradera toujours plus les conditions de travail des enseignant·e·s et les conditions d'apprentissage des élèves.

Cette année, encore, les enseignant·e·s et les élèves subissent le manque de personnels remplaçant·e·s, le manque d'enseignant·e·s spécialisé·e·s (RASED et autres), de psychologues de l'Éducation Nationale, d'enseignant·e·s référent·e·s pour répondre aux besoins des enfants en situation handicap et à besoin particulier.

Cette carte scolaire est à l'image de la politique du gouvernement qui continue sa casse du service public. C'est inadmissible.

Pour exiger des moyens pour les écoles,

pour stopper les suppressions de postes

LUNDI 6 FEVRIER

Rassemblement à 18h devant la Préfecture à Albi !